**Communiqué de presse de Claude Jorda et André Molino**

26 juillet 2017

Alors que notre pays est contraint de solliciter de l’aide auprès de l’Europe pour tenter d’endiguer les feux qui embrasent nos territoires, ces derniers jours montrent à quel point nous étions malheureusement dans le vrai lorsque nous avions, dès l’été dernier, saisi les représentants de l’État pour demander que soient significativement renforcés les moyens de lutte contre les incendies. Des demandes appuyées par les milliers de citoyens qui ont signé les pétitions et qui se sont mobilisés.

Depuis le début de cet été, chaque épisode venteux entraîne son lot de catastrophes écologiques. Des centaines d’hectares de nos forêts ont disparu, malgré l’engagement admirable des pompiers, sapeurs et marins, qui, comme toujours s’emploient sans compter sur le terrain, chaque fois au péril de leur intégrité physique, et souvent, trop souvent de leur vie.

Ils méritent notre reconnaissance. Mais plus encore, ils ont besoin de notre soutien pour que soient prise en compte leurs revendications d’accroissement d’effectif, de dotation en matériels terrestres d’interventions modernes et performants, d’un maillage cohérent des casernes sur le territoire national. Ils ont tout notre soutien quand ils revendiquent qu’on leur donne réellement les moyens de mener à bien leurs missions.

Dans le contexte de changement climatique que nous vivons, extrême sécheresse et vent violent vont devenir de plus en plus fréquents.

Cela nécessite de penser autrement les politiques de prévention et de lutte contre les incendies. C’est une évidence.

Au delà de la traque et des poursuites à l’encontre des pyromanes intentionnellement criminels ou juste “indélicats”, il nous faut construire des politiques qui doivent être repensées en terme de prévention des risques : gestion quotidienne, à moyen et long terme de nos forêts, exploitation raisonnée et durable, réintroduction d’activité agricoles et sylvo pastorales, lutte contre toute forme de spéculation foncière consécutive à un incendie, respect strict des obligations légales de débroussaillement et d’entretien, programmes citoyens de sensibilisation aux comportements responsables, en s’appuyant pour y parvenir sur les CCFF, les agents de l’ONF et toutes les coopérations entre les collectivités locales qui en partagent la responsabilité.

Mais à très court terme, ce sont les politiques budgétaires allouées aux moyens humains et matériels, pour la lutte contre les incendies qui doivent d’abord être radicalement repensées. Particulièrement en terme de moyens de lutte aérienne.

Il faut résolument en finir avec ces politiques “courtermistes” d’économies budgétaires strictement arithmétiques et qui ne tiennent jamais compte du prix total final à payer, lorsque des milliers d’hectares, des dizaines d’habitations, des entreprises, des vies humaines ont été la proie des flammes…

Ces politiques de repli budgétaire et de renoncement, doivent laisser place à de nouvelles pratiques innovantes, audacieuses et tournées vers l’avenir. Des politiques qui ne considèrent plus l’investissement comme une charge à éradiquer, mais comme une ressource nouvelle, indispensable pour construire un avenir durable pour nos massifs forestiers, pour les biodiversités végétales et animales, pour nos vies et celles de nos enfants.

Avec l’État, qui en est le premier responsable et doit assumer pleinement cette responsabilité, avec toutes les collectivités territoriales qui ne doivent plus avoir à supporter les effets des politiques de restrictions budgétaires drastiques et injustes qui leur sont imposées, avec tous les partenaires de terrain, en premier lieu les CCFF et les associations pour la préservation de l’environnement, avec chaque citoyen prêt à se mobiliser, nous devons lancer de véritables États généraux pour la préservation de nos massifs forestiers.

Sans attendre, les nouveaux moyens indispensables pour faire face à ce terrible fléau doivent être investis. Les moyens d’intervention doivent être significativement renforcés, tant terrestres qu’aériens.

Claude Jorda

Conseiller départemental

André Molino

Maire de Septèmes les Vallons